## Perspectives économiques régionales – Moyen Orient et Asie centrale mai 2009 Résumé analytique

Le Département Moyen-Orient et Asie centrale du Fonds monétaire international établit tous les six mois un rapport sur les perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale (Regional Economic Outlook: Middle East and Central Asia). Le dernier de ces rapports avait été publié en octobre 2008, juste au moment où la crise économique mondiale éclatait, et où l'on ne savait pas encore comment elle se manifesterait de par le monde ni quelle serait son incidence sur les pays de la région. L'ampleur et la portée de la crise économique apparaissent maintenant bien plus clairement. Le présent rapport examine donc essentiellement les répercussions de la crise actuelle sur les pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

La région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale constitue un groupe varié de pays : certains sont parmi les plus pauvres du monde et d'autres parmi les plus riches, certains exportent du pétrole et des produits de base, et d'autres importent du pétrole, les pays de la côte Atlantique entretiennent des relations étroites avec l'Europe et les pays d'Asie centrale ont des liens avec la Russie et des pays plus à l'est. La crise mondiale se propage dans le monde entier de nombreuses manières. Il est paradoxal de constater que l'exposition directe aux tensions financières (et aux actifs «toxiques ») aux États-Unis et en Europe est le vecteur par lequel le ralentissement ne touche pas la région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale de manière tangible. Le ralentissement fait sentir ses effets dans la région par trois vecteurs indirects :

- la forte baisse des cours du pétrole qui réduit les recettes des pays exportateurs de pétrole et le coût des importations pour les pays importateurs de pétrole;
- la contraction de la demande, du commerce et de l'activité connexe à l'échelle mondiale qui pèse sur les exportations, le tourisme et les envois de fonds des travailleurs expatriés;
- le resserrement du crédit au niveau international et une plus grande aversion des investisseurs au risque qui font baisser les entrées de capitaux, les prix des actifs locaux et l'investissement.

Ces facteurs ont une incidence sur les pays de la région de différentes manières, en fonction de leur situation géographique et de leur activité. La baisse des cours du pétrole touche le plus directement les pays exportateurs de pétrole, dont les recettes pétrolières en 2009 seront inférieures de plus de moitié à celles de 2008. Par contre, cette baisse des cours réduit le coût des importations pour les pays importateurs de pétrole, ce qui compense dans une certaine mesure la diminution de leurs propres recettes d'exportation. Les pays du Caucase et de l'Asie centrale, dont bon nombre exportent des produits de base et souffrent de la baisse des cours de ces derniers, pâtissent aussi du ralentissement brutal de l'économie russe.

Étant donné ces différences, et afin de mieux analyser les effets de la crise, le rapport répartit les pays de la région en trois sous-régions : les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient, les pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient et les pays du Caucase et de l'Asie centrale.

Les points principaux du rapport figurent dans la synthèse des points marquants. Presque tous les pays de la région seront gravement touchés par la crise mondiale, mais de manières différentes. En raison de la diversité des situations de départ, par exemple l'encours de la dette ou le taux d'inflation, certains pays disposeront peut-être d'une plus grande marge de manœuvre que d'autres pour ajuster leur politique économique face au ralentissement.

En résumé, les pays qui peuvent se permettre de maintenir leurs dépenses au même niveau ou de les accroître, tels que bon nombre des pays exportateurs de pétrole et de produits de base, peuvent et doivent le faire. Les autres pays du Moyen-Orient auront une marge de manœuvre budgétaire plus limitée, mais la plupart des pays pourront, dans une certaine mesure, assouplir leur politique monétaire. Tous les pays devront surveiller de près leur système bancaire, et certains pays devront assouplir leur régime de change.